

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201162]

**12 DECEMBER 2016. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma's 01 en 02 van organisatieafdeling 17 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016**

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, inzonderheid op artikel 26;

Gelet op het decreet van 17 december 2015 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 20 juli 2016 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2016;

Overwegende dat vastleggingskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 33.01, programma 02 van organisatieafdeling 17 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016 om het tekort aan kredieten op te vullen,

Besluiten :

**Artikel 1.** Er worden vastleggingskredieten ten belope van 50 duizend EUR overgedragen binnen programma 02 van organisatieafdeling 17.

**Art. 2.** De verdeling van de volgende basisallocaties van programma's 01 en 02 van organisatieafdeling 17 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2016 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet na eerste aanpassing		Overdracht		Aangepast krediet	
	VaK	VeK	VaK	VeK	VaK	VeK
OA 17 74.03.01	315	20	- 50	/	265	20
OA 17 33.01.02	654	623	+ 50	/	704	623

**Art. 3.** Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

**Art. 4.** De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 december 2016.

P. FURLAN  
C. LACROIX

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201195]

**2 FEVRIER 2017. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.103, D. 109, D.110, D.113, D.114;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage, les articles 3, 5, 10 et 11;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 6 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 14 juillet 2016;

Vu le rapport du 14 juillet 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 59.828/2/V donné le 29 août 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage, dénommé ci-après « l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 », les activités de formation ont une durée minimale d'une heure et de maximum quatre heures par jour et sont organisées pour un minimum de dix participants.

En cas de nombre insuffisant de participants, le Ministre peut, sur demande dûment motivée introduite par la fédération ou l'association d'hobbyistes, déroger aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'appel à projets est lancé conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, une fédération ou une association d'hobbyistes envoie le dossier à l'Administration selon le canevas et dans le délai prévu dans l'appel à projets.

L'Administration classe les projets sélectionnés conformément à sa grille de critères de sélection.

La grille visée à l'alinéa 2 est publiée en même temps que l'appel à projets.

§ 2. Le dossier visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est transmis par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D.15 et D.16 du Code, et comprend l'ensemble des documents permettant de vérifier le respect des conditions d'éligibilité et de pondérer les critères de sélection.

L'Administration accuse réception de l'envoi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les dix jours ouvrables de la réception de l'envoi.

L'accusé de réception visé à l'alinéa 2 indique :

- 1° la date de la réception de la demande;
- 2° la recevabilité ou non de la demande telle que précisée dans l'appel à projets;
- 3° le délai dans lequel la décision intervient, en ce compris en cas de recours;

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration envoie au requérant un courrier, par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D. 15 et D. 16 du Code, l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception du courrier par le requérant. Le délai de quinze jours peut être prolongé sur demande motivée du requérant.

Passé le délai visé à l'alinéa 4, si le dossier reste incomplet, l'Administration déclare le dossier irrecevable et en avise le requérant par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens des articles D. 15 et D. 16 du Code, dans les quinze jours de la décision.

**Art. 3.** La fédération ou l'association d'hobbyistes communique à l'Administration :

- 1° le rapport d'activités de formation précédemment organisées dans le cadre de l'appel à projets pour lequel il est sélectionné ainsi que le bilan et les comptes de résultats des années concernées par ces formations;
- 2° la liste actualisée des formateurs;
- 3° tout autre document lorsque ceux-ci diffèrent de ceux transmis dans le cadre de l'analyse du respect des conditions d'éligibilité;
- 4° le cas échéant, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il respecte les conditions d'éligibilité.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la fédération ou l'association d'hobbyistes est dispensée, moyennant accord de l'Administration, de fournir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dont l'Administration ou l'Inspection sociale du Service public de Wallonie dispose ou dont il peut disposer par le biais d'une banque de données de sources authentiques.

L'Inspection sociale du Service public de Wallonie peut effectuer toute forme de surveillance et de contrôle pour vérifier le respect des conditions d'éligibilité et des critères de sélection.

Dans le cadre de la sélection des dossiers, la fédération ou l'association d'hobbyistes transmet à l'Administration :

- 1° les objectifs et les spécificités de la formation;
- 2° le programme détaillé de la formation;
- 3° la prévision de la taille du groupe de participants;
- 4° le nombre d'heures de formation;
- 5° le cas échéant, les normes d'encadrement des participants aux formations pratiques.

**Art. 4.** L'Administration transmet le classement des projets sélectionnés au Ministre dans les deux mois à dater de la clôture de l'appel à projets.

Le Ministre se prononce dans les deux mois qui suivent la clôture de l'appel à projets.

**Art. 5.** Le Ministre peut accorder à la fédération ou à l'association une avance de cinquante pour cent sur la subvention.

Cette avance peut être accordée uniquement au demandeur dont la demande a été acceptée par une décision du Ministre.

Le demandeur sollicite en outre cette avance en recourant à la déclaration de créance dont le modèle est mis à disposition sur le site internet de l'Administration et en joignant les pièces justificatives requises dont la liste est publiée sur le même site.

L'Administration peut à cet égard appliquer le principe de confiance et le précise le cas échéant sur son site internet.

L'octroi d'une avance ne fait pas naître de droit à la subvention dans le chef de l'association.

Le demandeur qui a perçu une avance introduit sa demande de versement du solde de la subvention dans le délai.

La subvention accordée à la fédération ou l'association d'hobbyistes est acquise après réception des pièces justificatives transmises par la fédération ou l'association d'hobbyistes et validées par l'Administration au regard des dépenses éligibles. Lorsque le dossier est incomplet ou afin de lui permettre d'assurer le bon accomplissement de ses missions, l'Administration peut réclamer à la fédération ou l'association d'hobbyistes tout document ou toute pièce justificative qu'elle estime nécessaire.

La fédération ou l'association d'hobbyistes rembourse sans délai tout ou partie de l'avance perçue si, dans le délai précité et selon le cas, l'activité de formation est annulée.

La fédération ou l'association d'hobbyistes :

1° tient une comptabilité des dépenses relatives aux différents éléments subventionnés du projet;

2° présente pour contrôle de sa mission, les pièces justificatives, à toute personne mandatée par la Région wallonne à cet effet, ainsi qu'à la Cour des Comptes.

Namur, le 2 février 2017.

R. COLLIN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201195]

### 2 FEBRUARI 2017. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.11, D.13, D.14, D.103, 109, D.110, D.113, D. 114;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee, inzonderheid op de artikelen 3, 5, 10 en 11;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juni 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2016;

Gelet op het rapport van 14 juli 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.828/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** Overeenkomstig artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee, hierna « het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 » genoemd, duren de opleidingsactiviteiten minimum één uur en maximum 4 uur per dag en worden ze voor minimum tien deelnemers georganiseerd.

In geval van onvoldoende deelnemers kan de Minister, op behoorlijk met redenen omkleed verzoek van de hobbyistenfederatie of -vereniging, afwijken van de in het eerste lid bedoelde voorwaarden.

**Art. 2.** § 1. Wanneer de projectenoproep wordt gelanceerd overeenkomstig artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt het dossier aan de Administratie volgens het patroon en binnen de termijn voorzien in de projectenoproep ingediend door een hobbyistenfederatie of -vereniging.

De Administratie rangschikt de gekozen projecten overeenkomstig haar rooster van selectiecriteria.

Het in het tweede lid bedoelde rooster wordt samen met de projectenoproep bekendgemaakt.

§ 2. Het in § 1 bedoelde dossier wordt bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek overgemaakt en omvat het geheel van de documenten waarmee de naleving van de ontvankelijkheidsvoorwaarden kan worden nagegaan en waarmee de selectiecriteria kunnen worden gewogen.

De Administratie bericht ontvangst van de in het eerste lid bedoelde verzending binnen tien werkdagen na ontvangst van de verzending.

Het bericht van ontvangst bedoeld in het tweede lid vermeldt:

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de al dan niet ontvankelijkheid van de aanvraag zoals bepaald in de projectenoproep;
- 3° de termijn waarin de beslissing genomen wordt, beroep inbegrepen.

Indien het dossier onvolledig is, richt de Administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D. 15 en D. 16 van het Wetboek een schrijven aan de aanvrager waarin hij verzocht wordt zijn dossier binnen de vijftien dagen na ontvangst van dat schrijven te vervolledigen. De termijn van vijftien dagen kan worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager.

Na het verstrijken van de in het vierde lid bedoelde termijn en als het dossier niet volledig is, wordt het dossier onontvankelijk verklaard door de Administratie die de aanvrager daarvan bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, op de hoogte brengt binnen vijftien dagen na de beslissing.

**Art. 3.** De hobbyistenfederatie of -vereniging deelt de volgende elementen aan de Administratie mede:

- 1° het verslag van de opleidingsactiviteiten die tevoren georganiseerd werden in het kader van de projectenoproep en waarvoor hij geselecteerd werd, alsook de balans en de resultatenrekeningen van de jaren die betrokken zijn bij deze opleidingen;
- 2° de geactualiseerde lijst van de opleidingswerkers;
- 3° elk ander document als deze documenten verschillen van de documenten overgemaakt in het kader van de analyse van de naleving van de ontvankelijkheidsvoorwaarden;
- 4° in voorkomend geval, een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat hij de ontvankelijkheidsvoorwaarden naleeft.

In afwijking van het eerste lid is de hobbyistenfederatie of -vereniging vrijgesteld, mits akkoord van de Administratie, van het verstrekken van de documenten bedoeld in het eerste lid waarover de Administratie of de sociale inspectie van de Waalse Overheidsdienst beschikt of waarover hij kan beschikken via een gegevensbank van authentieke bronnen.

De sociale inspectie van de Waalse Overheidsdienst kan elke vorm van toezicht en controle uitoefenen om de naleving na te gaan van de ontvankelijkheidsvoorwaarden en de selectiecriteria.

In het kader van de selectie van de dossiers maakt de hobbyistenfederatie of -vereniging de volgende elementen aan de Administratie over:

- 1° de doelstellingen en de specificiteiten van de opleiding;
- 2° het gedetailleerde programma van de opleiding;
- 3° de verwachting van de groepsgrootte van de deelnemers;
- 4° het aantal opleidingsuren;
- 5° in voorkomend geval, de begeleidingsnormen van de deelnemers aan de praktische opleidingen.

**Art. 4.** De Administratie maakt de rangschikking van de geselecteerde projecten aan de Minister over binnen twee maanden na afsluiting van de projectenoproep.

De Minister spreekt zich uit binnen twee maanden na afsluiting van de projectenoproep.

**Art. 5.** De Minister kan een voorschot van vijftig procent op de toelage aan de federatie of aan de vereniging toekennen.

Dit voorschot kan alleen aan de aanvrager van wie de aanvraag bij beslissing van de Minister is aangenomen, goedgekeurd worden.

Bovendien vraagt de aanvrager dit voorschot aan door de schuldvorderingverklaring waarvan het model op de website van de Administratie ter beschikking wordt besteld, te gebruiken en door de vereiste bewijsstukken waarvan de lijst op dezelfde site wordt bekendgemaakt, te voegen.

De Administratie kan in dit opzicht het vertrouwensprincipe toepassen en vermeldt het in voorkomend geval op haar website.

De toekenning van een voorschot kan geen recht op de toelage uit hoofde van de vereniging doen ontstaan.

De aanvrager die een voorschot heeft ontvangen, dient zijn aanvraag tot storting van het saldo van de toelage binnen de termijn in.

De toelage toegekend aan de hobbyistenfederatie of -vereniging is verworven na ontvangst van de bewijsstukken overgemaakt door de hobbyistenfederatie of -vereniging en gevalideerd door de Administratie t.o.v. de in aanmerking komende uitgaven. Wanneer het dossier onvolledig is of om haar toe te laten om haar opdrachten goed te vervullen, kan de Administratie van de hobbyistenfederatie of -vereniging elk document of bewijsstuk opeisen die zij nodig acht.

De hobbyistenfederatie of -vereniging betaalt onmiddellijk het geheel of een gedeelte van het ontvangen voorschot terug indien de opleidingsactiviteit binnen de bovenvermelde termijn en volgens het geval geannuleerd wordt.

De hobbyistenfederatie of -vereniging :

- 1° houdt een boekhouding van de uitgaven betreffende de verschillende gesubsidieerde elementen van het project;
- 2° legt voor de controle van haar opdracht, de bewijsstukken voor, aan elke persoon die daartoe door het Waals Gewest gemachtigd is, alsook aan het Rekenhof.

Namen, 2 februari 2017.